

Les femmes ne veulent pas attendre plus longtemps! Des organisations de défense de la santé des femmes dénoncent l'échec du gouvernement fédéral à protéger la santé des Canadiennes et des Canadiens

Montréal/Toronto, le 29 juin 2018 –

Les organisations de défense de la santé des femmes ont été consternées d'apprendre que la ministre de l'Environnement et du Changement climatique ne mènera pas, au cours du présent mandat, la réforme pourtant nécessaire de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* (LCPE), une loi obsolète datant de 1999. Les changements proposés dans le [rapport](#) du Comité permanent de l'environnement et du développement durable montrent que les femmes et d'autres populations vulnérables sont tout particulièrement exposées à des substances toxiques actuellement ignorées par les travaux du gouvernement sur la LCPE.

La loi actuelle ne protège pas la population canadienne contre des substances toxiques associées à des *milliers de décès prématurés chaque année ainsi qu'à des millions de maladies évitables*. Le Comité permanent le souligne dans son [rapport](#) et suggère des modifications pour la mettre à jour et ainsi mieux protéger les Canadiennes et les Canadiens contre les risques que présentent les substances toxiques pour la santé.

Les organisations mécontentes de l'inaction du gouvernement dans ce dossier comprennent Action cancer du sein du Québec, Women's Healthy Environments Network (WHEN) et six autres groupes partenaires de défense de la santé des femmes. Elles sont toutes réunies dans le nouveau **Regroupement canadien des féministes pour la santé publique et la réduction des substances toxiques**, qui a présenté à la ministre de l'Environnement et du Changement climatique une déclaration sur la réforme de la LCPE intitulée *L'exposition aux substances toxiques, un enjeu féministe!*

« Nous sommes extrêmement déçues que le gouvernement n'agisse pas au cours du présent mandat pour protéger notre santé et notre environnement contre des substances toxiques aussi néfastes pour nos collectivités, et dont les effets pervers se répercuteront sur les générations à venir », a indiqué Jennifer Beeman, directrice générale d'Action cancer du sein du Québec (ACSQc).

L'inaction en cette matière signifie que la population canadienne continuera d'être exposée à des agents cancérigènes, à des perturbateurs endocriniens et à d'autres substances toxiques dont la gestion est déficiente.

Patricia Kearns, conseillère en recherche et réseautage à ACSQc, ajoute : « Le gouvernement actuel se targue d'être féministe, mais cela ne l'empêche pas de laisser tomber les femmes en ne faisant rien pour protéger leur santé. Les Canadiennes sont maintenant contraintes d'attendre jusqu'après les prochaines élections. Nous avons besoin d'une réforme législative courageuse s'accompagnant de mesures substantielles pour protéger les femmes, les enfants et les communautés les plus vulnérables. »

Il a été démontré que la classe de substances chimiques que l'on nomme « perturbateurs endocriniens » est associée à une hausse des cas de cancers hormonodépendants (comme ceux du sein, de la prostate,

des testicules et de la glande thyroïde), de maladies chroniques (comme le diabète et l'asthme), de troubles neurologiques (comme le TDAH et l'autisme) et de troubles reproductifs (tant chez l'homme que chez la femme). Or, la loi actuelle ne considère pas ces substances comme toxiques.

« Notre déception est grande, mais nous sommes encouragées par les recommandations concrètes proposées par le Comité permanent de l'environnement et du développement durable. Nos organisations continueront de participer activement au processus de réforme. Le Canada accuse un retard impardonnable par rapport aux autres pays en matière de réglementation des produits chimiques, et notamment des perturbateurs endocriniens, ce qui fait peser le fardeau de réduire l'exposition aux substances toxiques sur les individus, et particulièrement sur les femmes. Nous en avons assez d'assumer cette lourde responsabilité », conclut Cassie Baker, directrice générale du WHEN.

Source : Action cancer du sein du Québec et le Women's Healthy Environments Network

Personnes-ressources :

Patricia Kearns conseillère en recherche et réseautage Action cancer du sein du Québec, 514-483-1846

514 293 4367

Cassie Barker, directrice générale, Women's Healthy Environments Network, 416-928-0880

-30-

[Action cancer du sein du Québec](#) est la seule organisation indépendante de lutte contre le cancer du sein au Canada dont la mission est de travailler à la prévention du cancer du sein et à l'élimination des substances toxiques environnementales liées à la maladie.